

DÉTONNANT

Lundi 12 septembre, les cambronnois-es ont pu entendre de fortes détonations suivies de cris persistants. Dans le contexte actuel, certain-es collègues ont pu s'émouvoir. Renseignements pris, il s'agissait d'un exercice grandeur nature de la Police dans la cour du commissariat Waldeck. Pour les relations de bon voisinage, l'Intérieur aurait pu nous prévenir qu'ils allaient faire un peu de bruit... à l'extérieur !

PAUVROPHOBIE

Le très droitier magazine Valeurs Actuelles a commis récemment un dossier sur « les assistés qui ruinent la France ». Bien évidemment, le sujet ne traitait pas des nombreux crédits d'impôts accordés aux entreprises ou de l'évasion fiscale. Comme d'autres médias, il s'agissait de hurler avec les loups contre ces « salops de pauvres ». La présidente d'ATD Quart Monde a répondu par une lettre ouverte à la rédaction de VA que nous reproduisons ci-dessous.

« Monsieur le directeur de la rédaction,

Je découvre avec consternation les articles que vous venez de publier sur papier et sur Internet, intitulés « Profession: assisté ! » et « Voyage au pays des 1 001 allocs ». Les propos tenus sont presque tous erronés. Ils alimentent des discours anciens et trompeurs sur les personnes confrontées à la pauvreté.

Votre comparatif SMIC-RSA qui veut montrer que « les bénéficiaires de prestations sociales sont souvent bien mieux traités que ceux qui travaillent chaque jour » est faux. C'est le contraire qui est vrai : une famille qui travaille perçoit au moins 500 euros mensuels de plus qu'une famille sans emploi.

Vous écrivez que la CMU-C est « fréquemment piratée ». Savez-vous que la fraude à la CMU-C s'élève à 700 000 euros par an selon le Fonds CMU, pour environ 5 millions de bénéficiaires ? Cela équivaut à une fraude annuelle moyenne de 14 centimes par bénéficiaire. Vous parlez de fraude « massive »...

Vous écrivez que « le RSA est l'aide sociale la plus fraudée (70 % des cas) ». La fraude au RSA concerne en réalité moins de 1 % des allocataires et s'élève à moins de 40 euros par foyer et par an, pour un total de 100 millions d'euros en 2014. La fraude fiscale atteint 3,18 milliards d'euros.

Des allégations telles que « la France est devenue la patrie mondiale de l'assistanat », « les prestations sociales encouragent à gagner plus en travaillant moins », « la France, championne du monde de la création d'impôts et de taxes », « les bénéficiaires ont des droits mais aucun devoir », « un assisté peut dissimuler un fraudeur », « une telle générosité attire

BAISSE D'AUDIENCE POUR "LES ENFOIRÉS"



les plus démunis de la planète », « les demandeurs d'asile sont choyés » et « des étrangers qui n'ont jamais travaillé en France touchent des retraites plus élevées que des millions de petits retraités » sont des discours erronés que nous décortiquons en détail, aux côtés de 109 autres, dans notre livre « En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté », dont je me permettrai de vous adresser la troisième édition à la fin de ce mois.

La question est de savoir si les pauvres sont victimes ou coupables de leur situation ? La réalité est qu'ils sont doublement victimes : ils sont confrontés à une vie très difficile et en plus ils sont jugés par les autres. Les propos que vous tenez aggravent leur exclusion. Je vous prie de recevoir, Monsieur le directeur de la rédaction, mes meilleures salutations.

Claire Hédon, présidente »

AUTOROUTES DU PROFIT

Depuis la privatisation, le chiffre d'affaires des sociétés d'autoroute a bondi de 26 %, les tarifs sont en hausse de 21,7% et la marge nette a grimpé de 24%.

Les bénéfices annuels nets cumulés sont de 1,8 milliard. Résultat : 14,6 milliards de dividendes distribués depuis 2007. Malgré tout, c'est à l'usager et aux collectivités de payer la rénovation des autoroutes !

Petit rappel, le conseiller transports de Manuel Valls est un ancien de VINCI, ça ne doit pas aider. Par ailleurs, un élu grenoblois se bat depuis plusieurs années pour avoir copie du contrat de concession signé entre l'État et Vinci, sans succès pour l'instant.

Un bien bel exemple de socialisation des pertes et de privatisation des profits.

